

« Orientations futures du CRDI »

**Rapport des consultations tenues avec les « familles » de la recherche et de la politique
étrangère du Canada**

Centre de recherches pour le développement international

Ottawa

4 – 5 septembre 2003

Table des matières

Famille de la recherche du Canada – 4 septembre 2003	1
---	----------

Introduction.....	1
Le contexte canadien de la recherche et la recherche au service du développement dans le Sud	1
1. Exposés des auteurs	1
2. Commentaires des participants	2
3. Discussion générale	3
Le cadre de la coopération au service du développement international et le contexte de la politique étrangère du Canada	3
1. Exposés des auteurs	3
2. Commentaires des participants	4
3. Discussion générale	5
Les réseaux de connaissances dans le contexte mondial.....	5
1. Exposés des auteurs	5
2. Commentaires des participants	6
3. Discussion générale	6
Tour de table	7
Clôture	8

Famille de la politique étrangère du Canada – 5 septembre 2003	11
---	-----------

Introduction.....	11
Le cadre de la coopération au service du développement international et la politique étrangère du Canada	11
1. Exposés des auteurs	11
2. Commentaires des participants	12
3. Discussion générale	12
Le contexte de la recherche au Canada et la recherche en développement dans le Sud.....	13
1. Exposés des auteurs	13
2. Commentaires des participants	13
3. Discussion générale	14
Les réseaux de connaissances dans le contexte mondial.....	15
1. Exposés des auteurs	15
2. Commentaires des participants	15
3. Discussion générale	16
Tour de table	16
Clôture	18

Liste des documents de base.....	18
---	-----------

Famille de la recherche du Canada – 4 septembre 2003

Introduction

La présidente du CRDI, Maureen O'Neil, commence la réunion par un tour de table de présentation. Le titre de cet événement, « Orientations futures du CRDI », renvoie à l'exercice que nous avons mis sur pied pour encourager notre personnel, le Conseil et divers groupes d'intérêts dont les opinions nous importent à se dégager de leurs activités courantes pour participer à une réflexion collective, stratégique et à long terme. À quoi ressemble l'avenir du CRDI? Quelles sont les grandes tendances de notre contexte opérationnel – celui dans lequel s'inscrit notre travail, au Canada et dans les pays en développement – auxquelles nous devrions porter le plus d'attention? Quel genre d'institution devrions-nous aspirer à devenir d'ici 2010?

La présidente souligne l'importante histoire de la création de la Loi sur le CRDI, la place tout à fait particulière que l'institution occupe au Canada et l'importance d'avoir un Conseil des gouverneurs international. « Dans la mesure où il s'agit de recherche, notre Loi nous donne une énorme marge de manœuvre pour *lancer, appuyer, favoriser ou mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement*. Nous pouvons nous assurer le concours de n'importe qui, n'importe où. Nous pouvons travailler à la coordination de la recherche au service du développement international. Nous pouvons favoriser la coopération en recherche sur n'importe quel axe : Sud-Sud, Nord-Sud, Nord-Nord. Nous ne sommes pas des mandataires de Sa Majesté. Nous pouvons conclure des contrats avec un vaste éventail de partenaires. »

Pour commencer la table ronde, la présidente rappelle aux participants les deux questions devant orienter les discussions de la journée :

- i. Quelles sont les tendances de leur secteur de notre contexte opérationnel qui revêtent – ou revêtiront – la plus grande importance pour le CRDI?
- ii. Quelles pourraient être les incidences de ces tendances sur les orientations stratégiques du Centre?

Le contexte canadien de la recherche et la recherche au service du développement dans le Sud

1. Exposés des auteurs

Stuart MacLeod décrit brièvement les changements importants qui se sont opérés dans le milieu canadien de la recherche au cours de la dernière décennie. Il mentionne notamment la croissance du financement, ainsi que la réforme des instruments de financement et la création

de nouveaux mécanismes. Toutefois, il reste encore du travail à faire au chapitre du financement et de la politique. En matière de recherche, le gouvernement fédéral envoie des signaux contradictoires, et la coordination fédérale-provinciale laisse à désirer. La recherche internationale n'a pas joué un rôle prépondérant dans les récents changements, et la recherche ne représente pas une partie importante de la politique étrangère du Canada. Le coauteur Jerry Spiegel parle de comparaisons internationales entre les États-Unis et l'Union européenne. Les États-Unis sont un pion important, mais on considère que leurs interventions sont liées de trop près à des objectifs d'influence nationale. Il y a un plus grand soutien à la recherche internationale dans l'UE, où l'on trouve d'intéressants exemples de partenariats. Bien que la recherche interdisciplinaire soit à la hausse, le système d'incitation des universités canadiennes ne favorise pas la recherche au service du développement international. Les deux auteurs déplorent le fait que la recherche canadienne en développement international ne fait pas suffisamment intervenir le secteur privé.

André Martens fait ressortir l'importance de la croissance économique pour le développement et il souligne le rôle central que joue l'innovation technique dans la croissance économique. De par sa fonction de gestion sociale, la recherche en sciences sociales contribue également à la croissance économique. Le marché connaît des défaillances au chapitre de la recherche, mais les tentatives gouvernementales pour corriger ces défaillances ne portent pas toujours fruit. Les répercussions de la libéralisation, de l'austérité budgétaire et de la privatisation sur la qualité et la quantité de recherche dans le Sud ne sont pas claires. Certaines recherches relèvent maintenant du secteur privé et d'autres, des réseaux de recherche internationaux.

2. Commentaires des participants

Karen McBride, de l'AUCC, se dit d'accord avec MM. MacLeod et Spiegel à propos de la mutation survenue dans le milieu canadien de la recherche au cours de la dernière décennie et elle convient que le gouvernement fédéral et les administrations provinciales doivent procéder à d'autres changements. Elle estime cependant que l'internationalisation est bien ancrée dans les universités canadiennes. La recherche a été « difficile à vendre » à l'ACDI, où elle croit que la gestion axée sur les résultats oblige le personnel à montrer des résultats à court terme.

Rodney Schmidt, de l'INS, est d'accord avec M. Martens sur l'importance de la croissance économique et du changement technique. Il importe de distinguer recherche au service de la politique publique et recherche au service des sciences et de la technologie. La recherche dans le Sud se concentre dans quelques-uns des pays qui affichent un rendement supérieur. M. Schmidt cherche à savoir quelle est la meilleure voie que peuvent emprunter les pays les plus pauvres pour acquérir des innovations techniques : l'investissement direct étranger, l'achat de technologies, ou la R-D à l'échelle locale? Il souligne les contraintes auxquelles font face les chercheurs du Sud, notamment le manque d'accès à l'information et l'absence générale d'infrastructures de recherche, y compris un processus d'examen par les pairs.

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

Les contributeurs s'entendent pour dire que le milieu canadien de la recherche s'est grandement amélioré au cours de la dernière décennie. Toutefois, peu du financement accru a été consacré à la recherche internationale ou à la recherche au service du développement. De plus, il n'existe pas de liens fondamentaux entre la recherche et la politique étrangère au Canada, et il faut y établir une politique d'innovation en recherche ou de R-D, appuyée d'un financement supplémentaire. Le secteur privé canadien et les fondations canadiennes doivent participer davantage à la recherche internationale.

Il existe une tension entre, d'une part, le soutien à la recherche de pointe pouvant donner lieu à des innovations utiles ou à des changements d'orientation et, d'autre part, le soutien au renforcement de la capacité de recherche au service du développement.

b) Commentaires divergents

Bien qu'on s'entende sur la nécessité d'élaborer une politique d'innovation en recherche liée à la politique étrangère, il n'y a pas de consensus sur la façon d'y parvenir. « La structure doit reposer sur la vision, mais il n'y a pas de vision », déclare un participant. De même, on se demande jusqu'à quel point le programme de recherche internationale doit être lié à la politique étrangère. Certains mettent en doute la valeur du système américain, où le soutien public à la recherche internationale se rattache de trop près aux préoccupations de l'administration américaine en matière de politique étrangère.

Il n'y a pas de consensus sur la question de savoir si les fonds de recherche du Canada doivent servir à appuyer des efforts de recherche de haut niveau dans le Sud ou des efforts de renforcement de la capacité de recherche, ou les deux. Un débat s'engage aussi sur la question de savoir si les fonds de recherche du Canada doivent servir à financer la recherche ou les chercheurs du Canada au service du développement, ou bien la recherche ou les chercheurs du Sud au service du développement. Les mécanismes actuels de financement de la recherche en développement désavantagent-ils les chercheurs canadiens en développement?

Le cadre de la coopération au service du développement international et le contexte de la politique étrangère du Canada

1. Exposés des auteurs

Bernard Wood met en valeur le concept global de la coopération au service du développement (qui comprend l'aide au développement). L'histoire de la coopération au service du développement est entachée d'attentes excessives et d'investissements insuffisants. On ne sait pas combien de temps durera l'actuelle tendance positive à la hausse de l'APD (cinq ans si tout va bien – moins si la situation se détériore). Sur le plan de l'efficacité de l'aide, d'importants

efforts sont déployés à bien des niveaux, mais les mesures de l'efficacité de l'aide nécessitent un engagement soutenu à long terme, ce qui va à l'encontre des affectations fondées sur le rendement. Bien qu'il soit question de biens publics mondiaux, on doute de l'utilité de ce concept dans le domaine de la coopération au service du développement, puisqu'il est mal utilisé et mal compris.

Fen Hampson décrit brièvement les trois parties principales de son document. Le climat politique national est actuellement en état d'apesanteur suspendue. Le débat se poursuit sur la convergence des politiques, tant sur le plan de la coopération au service du développement qu'au niveau de la politique de défense, de la politique étrangère et de la politique de développement. Dans la politique de développement, on tend à ajouter des priorités sans jamais en supprimer. L'approche que préconise actuellement l'ACDI présente d'éventuels défis en ce qui concerne le choix des pays prioritaires; les risques et les coûts associés aux approches axées sur les programmes; enfin, les tensions qui existent entre la propriété locale d'une part, et la reddition de comptes aux contribuables des pays donateurs, de l'autre. Il se peut que le CRDI contribue à relever ces défis par son travail en matière de gouvernance et ses expériences avec les réseaux locaux de prise de décision participative et de connaissances. Au moyen de scénarios, l'auteur du document examine les éventuelles incidences des orientations de la politique étrangère des États-Unis sur la politique étrangère du Canada.

2. Commentaires des participants

Steven Langdon, directeur des programmes de l'Afrique au Centre parlementaire, soulève trois questions principales. Les éléments internes des pays en développement sont tout à fait essentiels si l'on veut comprendre comment l'aide fonctionne – une approche nationale amène à conclure que le développement doit être davantage axé sur les préoccupations nationales. Une autre façon d'aborder l'aspect de la sécurité des pays en développement consiste à mettre l'accent sur les questions de sécurité interne. Ces importants problèmes de sécurité à l'échelle locale sont reliés aux grandes préoccupations mondiales. Les répercussions externes sont de plus en plus imprévisibles. Il y a des arguments en faveur de l'établissement d'institutions conjointes (Nord-Sud) en réponse aux risques. Il conviendrait peut-être que le CRDI examine de plus près le modèle de l'institution conjointe.

Steven Lee, du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, pose un certain nombre de questions. À propos du programme du CRDI : que devons-nous faire dans notre intérêt national; que pourrions/devrions-nous faire également; et que pouvons-nous faire? À propos du contexte de la politique étrangère : comment le Canada utilise-t-il nos rapports ou nos liens avec les États-Unis à notre plus grand avantage; que devrions-nous faire sur le plan du développement durable et des relations internationales; de quoi avons-nous besoin à cette fin (APD, autre forme de coopération au service du développement, rôles militaires, diplomatie, etc.)? Combien de temps durera l'accent mis sur la sécurité par l'administration Bush? Pendant combien de temps la reconnaissance des questions de gouvernance et l'intérêt qu'elles suscitent continueront-ils de croître? Notre programme et notre travail appuient-ils ces enjeux? Au pays, comment se passe l'expérimentation avec les petits réseaux? Le modèle ou le processus de gouvernance de

Westminster permet-il de répondre à la demande de participation du public? Les partis politiques sont-ils en mesure de répondre aux besoins d'élaboration de politiques?

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

Bien que les approches axées sur les programmes bénéficient d'un certain soutien, elles attirent quelques critiques. Il pourrait être difficile en pratique de distinguer les programmes et les projets. En outre, les approches axées sur les programmes pourraient diminuer le rôle des Canadiens et intensifier les sentiments d'aliénation.

On soulève plusieurs points au sujet de la convergence et de la coordination. Un participant se demande si les pays en développement considèrent la coordination interministérielle au Canada comme un problème ou pas. L'expérience du groupe GEANT du G8 donne à penser que la coopération aux programmes est une façon utile de combiner efficacement les ressources. Les partenaires du Sud se disent frustrés par le fait que les pays donateurs « ne savent pas où ils s'en vont ». On présente des arguments en faveur d'une coopération intersectorielle accrue (secteur privé, secteur public, société civile). Comme le CRDI est indépendant du gouvernement, il pourrait être bien placé pour forger des partenariats intersectoriels.

D'autres interventions portent sur la nécessité de consacrer plus d'efforts à la sensibilisation du public au développement, compte tenu du climat qui est caractérisé par un plus grand engagement public et, ainsi, par des risques accrus pour les institutions responsables de l'enveloppe de l'aide internationale.

b) Commentaires divergents

On recommande de ne pas trop mettre l'accent sur la stratégie américaine en matière de sécurité ni exagérer le rôle que joue l'administration Bush. Bien que certains participants souhaitent en entendre davantage sur les biens publics mondiaux, d'autres appuient l'affirmation de M. Wood selon laquelle on a étendu ce concept à des choses qui ne répondent pas aux trois critères de la définition des biens publics mondiaux.

Les réseaux de connaissances dans le contexte mondial

1. Exposés des auteurs

Janice Stein fait valoir qu'il existe deux façons de penser dans la salle de conférence : celle du réseau et celle de la hiérarchie. Elles correspondent, dans son document, aux « ouvriers » et aux « fermiers » dans les domaines de la création, de la diffusion et du contrôle du savoir. La prochaine décennie sera principalement caractérisée par un conflit entre les ouvriers et les fermiers et, parallèlement, par une lutte en vue de (re-) définir les rapports entre les réseaux et les hiérarchies. Selon elle, le mouvement des logiciels d'exploitation libre exemplifie le nouveau paradigme des ouvriers qui travaillent dans des réseaux ouverts, souvent chaotiques et

redondants, mais tenaces et innovateurs, qui redéfinissent les droits de propriété comme étant le droit de distribuer plutôt que le droit d'exclure. Ce mouvement est guidé par l'inventivité et l'innovation sociale plutôt que par l'innovation technologique.

2. Commentaires des participants

Stephen Toope, de la Fondation Trudeau, aime la métaphore des ouvriers et des fermiers et il convient que le conflit entre eux est réel. Toutefois, il estime que M^{me} Stein accorde trop peu d'attention à la culture et au changement social et aux façons dont le monde non occidental reçoit le programme de développement occidental et y réagit. Le développement est un processus bilatéral itératif, dit-il, par contraste avec ce qu'il considère comme l'optique linéaire du développement de M^{me} Stein. Les réseaux sont d'importants catalyseurs des changements d'orientation, mais ils sont difficiles à mettre sur pied et à soutenir dans le tiers monde, où les besoins immédiats l'emportent souvent sur les gains à long terme qu'on tire du réseautage. Il n'est pas persuadé que les choses ont tant changé sur le plan de la sécurité mondiale, mais les perceptions ont changé, et voilà peut-être un facteur qui influe sur les politiques. Il importe que le CRDI le comprenne, en évitant le piège de tout voir selon cette optique.

David Runnalls, de l'IIDD, est d'accord sur l'accent que M^{me} Stein met sur le chaos des réseaux et il rappelle comment les ONG et d'autres réseaux utilisant une génération antérieure de TIC (téléphone, télécopieur, photocopieur) ont contribué à favoriser le changement social, idéologique et d'orientation. Par contre, les réseaux sont difficiles à gérer et à soutenir; il est difficile d'attirer – et de garder – des responsables de l'élaboration des politiques dans les réseaux de recherche. Le CRDI devrait réfléchir aux aspects non donateurs du rôle qu'il joue dans les réseaux de connaissances, c.-à-d. en tant que participant et en tant que recycleur de connaissances d'un réseau à l'autre, en particulier des réseaux régionaux aux réseaux mondiaux et vice versa. Les organismes de financement de la recherche comme le CRDI encouragent leurs partenaires de recherche à prendre des risques, parfois des risques politiques; il incombe alors à ces organismes de protéger ces chercheurs contre les fermiers.

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

La plupart des participants s'accordent pour dire que la métaphore des ouvriers et des fermiers est utile. Toutefois, la victoire absolue des uns sur les autres est improbable; la lutte se poursuivra, et l'équilibre du pouvoir entre les ouvriers et les fermiers sera d'une importance centrale à tout moment et en tout lieu.

En outre, la vie sociale, économique et politique sera caractérisée aussi bien par des réseaux que par des hiérarchies; la façon dont les deux vivront et composeront les uns avec les autres sera une question centrale. Les réseaux n'ont pas l'organisation simple; ils sont complexes, chaotiques, redondants et non linéaires. Pour ces raisons, ils sont très durables. Le langage des réseaux comprendra des mots comme « innovation », « chaos », « discontinuité »,

« complexité », « créativité » et « non-linéarité ». Pour sa part, le langage des hiérarchies comprendra des mots comme « convergence », « orientation », « priorités », « cadres » et « coordination ».

L'une des caractéristiques des récentes décennies est la perte ou le démantèlement des monopoles. Les gouvernements n'ont plus le monopole de l'élaboration des politiques publiques. Les universités ont perdu le monopole de la recherche et de la création de savoir. Cette perte de monopole est une caractéristique inévitable de la vie moderne. Bien des particuliers et des organisations ont accepté cette perte et ont appris à composer avec cela. Par le fait même, ils ont prospéré. Par contre, de nombreux autres, dont les fermes des hiérarchies, ont du mal à s'habituer à cette nouvelle réalité.

b) Commentaires divergents

Certains participants sont d'avis que la distinction établie entre les réseaux et les hiérarchies est exagérée. Les réseaux ont presque toujours un élément hiérarchique, tel qu'un coordonnateur ou un agent de liaison. En outre, les réseaux (p. ex., d'universitaires) parasitent souvent d'organisations hiérarchiques (p. ex., les universités). Les hiérarchies intègrent des caractéristiques de réseau à leur culture, à leur style de travail et/ou à leur structure organisationnelle. Certaines hiérarchies s'adaptent bien à leur perte de monopole.

Certains participants signalent que l'enthousiasme vis-à-vis des réseaux et de la pensée non hiérarchique peut aller trop loin. Il faut éviter de confondre chaos et innovation ou créativité. Il ne faut pas non plus assimiler l'ordre à l'impuissance. Parfois, le chaos n'est qu'un désordre coûteux, et l'ordre peut favoriser la créativité.

Tour de table

a) Commentaires convergents

Plusieurs participants font clairement savoir que le CRDI ne doit pas être timide à l'excès dans le débat sur l'évolution du paysage de la politique étrangère du Canada, la coopération internationale et les dimensions internationales de la recherche. On encourage plutôt l'institution à jouer un rôle de convocation ou de direction à un certain nombre d'égards tels que la gouvernance, l'avancement du programme de contrôle de la durabilité et de développement durable, la création d'un événement annuel axé sur l'état de la recherche en développement au Canada, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de recherche en développement pour le Canada. Le CRDI est encouragé à participer au mouvement visant à réformer le système multilatéral de manière créative, voire à diriger ce mouvement.

De plus, plusieurs personnes soulignent l'importance des réseaux de recherche et le rôle de direction que le CRDI joue dans la constitution et le soutien des réseaux. On considère comme un atout la place qu'occupe le CRDI par rapport à d'autres organismes de recherche et son indépendance du gouvernement. Le CRDI pourrait aider à estomper les frontières entre le Nord et le Sud en prenant l'initiative de favoriser la collaboration et les partenariats, surtout lorsqu'il

serait mutuellement avantageux de s'attaquer aux questions. Le CRDI est encouragé à renforcer la capacité des chercheurs canadiens de forger des partenariats efficaces avec les chercheurs du Sud.

Plusieurs personnes insistent sur l'importance des approches multisectorielles. En particulier, on encourage le CRDI à se tourner de manière plus créative vers le secteur privé et à accorder plus d'attention aux sociétés internationales.

Bien que l'affectation de ressources à la sensibilisation du public au développement pose certaines difficultés, il s'agit néanmoins d'un enjeu important que le CRDI doit poursuivre. Étant donné l'évolution du paysage des universités canadiennes et la mobilité du corps professoral à prévoir au cours des années à venir, le CRDI est encouragé à cibler les étudiants diplômés et à renforcer leur capacité de recherche internationale. On conseille au CRDI de s'inspirer des valeurs et des intérêts soulevés dans le Dialogue sur la politique étrangère (contributions à l'étranger, citoyenneté mondiale, établissement de liens avec les pays d'origine) pour structurer les efforts de sensibilisation du public au travail du Centre.

b) Commentaires divergents

Divers points de vue ressortent sur les questions de renforcement de la capacité, tant à l'échelle internationale qu'au Canada. On fait valoir que la création de capacité au Canada est aussi importante pour le CRDI qu'elle l'est pour les établissements de recherche, les universités et les conseils canadiens. Bien que certains estiment qu'il faille poursuivre les efforts de renforcement de la capacité, on laisse entendre que le CRDI a eu du succès à cet égard et que la discussion devrait maintenant porter sur la collaboration. On s'interroge également sur l'emploi de termes comme « transfert de technologie » et « transfert du savoir ».

Bien qu'on s'entende généralement sur l'importance des réseaux, un participant rappelle au groupe que les réseaux ne sont pas culturellement neutres et que les discussions des réseaux camouflent souvent de profondes divergences culturelles parce que le langage des réseaux est d'origine technologique.

Les points de vue diffèrent au sujet du programme de sécurité. On suggère que le CRDI aille de l'avant en mettant l'accent sur les aspects de sécurité interne. Toutefois, on met le CRDI en garde contre la tentation de justifier ce que nous faisons par des motifs de sécurité parce que les circonstances sont appelées à changer et que cela renforce un programme avec lequel nous pourrions être profondément mal à l'aise.

Clôture

Le vice-président aux programmes du CRDI, Rohinton Medhora, répond à plusieurs questions et points soulevés au cours de la journée et dans le tour de table. Il s'attarde sur six questions principales.

L'avenir incertain du paysage national sur le plan de la transition politique et de la politique étrangère pourrait nécessiter l'élaboration de deux ou de trois scénarios. Bien qu'il faille en

choisir un et aller de l'avant, nous devons décider si nous allons nous en tenir à un même scénario ou si nous allons nous donner la latitude de changer de scénario si le contexte opérationnel l'exige ou le privilégie.

Le CRDI est-il connu au Canada? Nous avons récemment utilisé avec succès un éventail de supports et de tribunes à des fins de rayonnement au Canada. Peut-être y a-t-il lieu de nous montrer sélectifs en signalant nos points forts au chapitre des programmes. Peut-être s'agit-il d'en faire moins mais de bien le faire de sorte que, après des années d'investissement dans des enjeux particuliers, nous ayons une histoire à raconter.

Le personnel serait vraisemblablement d'avis que le CRDI reflète les valeurs canadiennes dans la façon de mener ses activités, en écoutant ses partenaires plutôt qu'en arrivant avec des visées particulières. Cet aspect de la « canadienneté » nous sert bien, mais c'est une question à laquelle nous devrions continuer de réfléchir.

Le rapprochement du mandat de recherche avec la politique étrangère du Canada présente des possibilités tout autant qu'il comporte des pièges. Le fait d'investir dans des enjeux particuliers (p. ex., les OGM et l'exploitation minière) pourrait causer des tensions. Sommes-nous prêts à gérer la suite des événements si la recherche nous mène dans une direction et la politique étrangère, dans une autre? Il serait plus prometteur d'inscrire le mandat de recherche dans les programmes de l'innovation et de l'image de marque.

La suggestion voulant que le CRDI devienne un organisme de gouvernance est intéressante. Le CRDI considère peut-être déjà jouer ce rôle (dans le cadre du nouveau programme Gouvernance, équité et santé; par son travail dans le domaine des relations économiques internationales, particulièrement en commerce et en finances; et par l'accent mis sur la gestion des conflits, les droits de propriété, etc. dans le secteur de programme Environnement et gestion des ressources naturelles). Pouvons-nous rattacher les divers projets et programmes de manière plus concrète sous le thème de la gouvernance?

Le CRDI connaît du succès avec ses réseaux parce que nous comprenons comment ils fonctionnent. Par contre, le Centre n'a pas une connaissance approfondie de la façon dont les réseaux locaux se gèrent. Il y a des connaissances à l'interne, mais elles sont réparties entre les gens et elles pourraient être regroupées de façon plus cohérente.

Une certaine incertitude entoure le concept d'une institution Nord-Sud. Nous ne préconiserions pas un modèle comme celui des universités des Nations Unies. Toutefois, certaines initiatives du CRDI telles que le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et le Centre mondial de l'agroforesterie (auparavant le Centre international pour la recherche en agroforesterie – CIRAF) qui ont démarré en tant que réseau du CRDI sont des institutions Nord-Sud du modèle que nous poursuivrions.

La présidente met fin à la réunion en remerciant les auteurs des documents et les participants de la richesse du dialogue et de la réflexion dont le CRDI et le Conseil pourront tenir compte en élaborant le prochain Cadre général des stratégies et des programmes. Il ressort de cette

réunion que le CRDI doit examiner plus attentivement le contexte national à court terme et peut-être intervenir davantage auprès des membres du BCP et d'autres bureaux qui vivent la transition. Le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) est un exemple d'investissement réussi au cours d'une période de plus de dix ans. Il s'agit de concilier l'accent mis, d'une part, sur les tendances naissantes et, d'autre part, sur les engagements et les investissements à long terme qui portent fruit. Un autre aspect implicite du travail du CRDI que nous gardons à l'esprit et où le MAECI a été très utile par le passé, c'est la protection de nos chercheurs dont l'utilisation de politiques factuelles les met à risque dans leur propre pays. Enfin, la présidente remercie les participants de leurs commentaires sur les tendances – les efforts que nous devrions poursuivre et les secteurs où nous devrions nous montrer moins timides.

Famille de la politique étrangère du Canada – 5 septembre 2003

Introduction

La présidente, Maureen O'Neil, souhaite la bienvenue aux participants et commence la réunion par un tour de table de présentation. Elle inscrit les travaux de la journée dans le contexte de l'exercice de réflexion collective et stratégique sur l'orientation que le CRDI doit prendre au cours des cinq prochaines années; elle rappelle la genèse tout à fait particulière de l'organisation par la promulgation de la Loi sur le CRDI; enfin, elle souligne l'importance de relever d'un Conseil des gouverneurs international.

Elle lance la table ronde en rappelant aux participants les deux principales questions de la journée :

- i. Quelles sont les tendances de leur secteur de notre contexte opérationnel qui revêtent – ou revêtiront – la plus grande importance pour le CRDI?
- ii. Quelles pourraient être les incidences de ces tendances sur les orientations stratégiques du Centre?

Le cadre de la coopération au service du développement international et la politique étrangère du Canada

1. Exposés des auteurs

Bernard Wood répète son exposé de la veille, en insistant sur quelques questions clés. La vaste couverture de questions qui ne relèvent pas de la coopération au service du développement témoigne du fait que les tendances de la coopération au service du développement dépendent d'autres tendances. La préoccupation en matière de sécurité demeurera pertinente d'une façon ou d'une autre, mais on ne sait pas au juste comment cela se manifestera. À la suite du programme de réforme de l'aide au développement, l'intérêt du public s'est accru. Toutefois, le public n'est pas préparé aux déceptions. Les attentes à l'égard du programme de réforme sont élevées, alors qu'il y aura inévitablement des reculs. Le Canada tarde à gérer les attentes et à amener les gens à comprendre la coopération au service du développement et l'aide au développement.

Fen Hampson répète son exposé de la veille, en faisant ressortir les trois principaux éléments de son document – la transition politique nationale, les tendances de la politique et des rouages du développement, ainsi que le contexte futur général, y compris des scénarios concernant les relations canado-américaines qui pourraient contribuer à façonner la politique étrangère du Canada. Le CRDI devrait accorder de l'attention aux relations politiques nationales, sans

toutefois y prendre une part trop active. La gouvernance est un secteur où le CRDI pourrait apporter d'importantes contributions, particulièrement à la lumière des nouvelles approches axées sur les programmes à l'ACDI.

2. Commentaires des participants

Paul Hunt, de l'ACDI, mentionne que le CRDI applique déjà les principes de l'efficacité de l'aide tels que la propriété locale, le renforcement de la capacité et l'établissement de partenariats. Le CRDI peut apporter une contribution à valeur ajoutée à la gouvernance et à la réforme de sociétés plutôt pluralistes et démocratiques, sans oublier l'extension de l'intervention à l'ensemble des populations d'Afrique, la convergence des politiques, les jeunes, de même que le VIH/SIDA. Le CRDI pourrait jouer un rôle dans un milieu coordonné et harmonisé de bailleurs de fonds. En outre, le CRDI doit contribuer à relever le défi de communiquer avec le public canadien en mettant en valeur les nombreuses réussites du portefeuille du Centre.

David Angell, du MAECI, conteste l'accent mis sur le changement dans le document de MM. Hampson et Hay en signalant les tendances à la continuité. Par exemple : l'insistance du Canada à l'approche du Sommet du G8 à Kananaskis pour que l'Afrique demeure le point de mire des discussions, malgré les pressions exercées pour qu'elles soient réorientées vers les questions de sécurité; les décisions prises dans le budget 2003; enfin, la réaction à la guerre en Irak. Il pourrait y avoir moins de friction qu'on ne le laisse entendre entre les pays de concentration de l'ACDI et les priorités du MAECI. Il est raisonnable de présumer que les six États africains figurant sur la liste de l'ACDI sont d'excellents candidats à des partenariats renforcés dans le cadre du NEPAD. Les concepts du NEPAD qui touchent les institutions, les réseaux et les partenariats ont tous trait au travail du CRDI.

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

La force du CRDI tient à sa mission et à son champ d'intervention clairs qui permettent à l'institution de servir de catalyseur ou de chef de file dans un contexte de plus en plus complexe. Le CRDI est mis au défi de prendre de l'avance à ce chapitre. Il importe avant tout de comprendre quelques-unes des questions complexes liées au développement, dont les profils démographiques particuliers de différentes régions, ainsi que les racines du terrorisme que sont l'inégalité (y compris la croissance explosive des jeunes), l'urbanisation, les États non viables et les envois d'argent. On renforce le défi des communications en encourageant le CRDI à trouver des façons de communiquer la complexité des questions au public canadien. Le CRDI pourrait être un pilier dans le programme international de développement durable qui englobe d'importants thèmes touchant la mondialisation et les inégalités.

b) Commentaires divergents

Les participants ont différentes opinions sur l'avenir de l'aide. Certains sont pessimistes à propos de l'avenir de l'aide et des négociations de Doha. Puisque des pays comme le Japon, la France, les États-Unis et l'Allemagne font face à des déficits budgétaires, il est douteux que la croissance de l'aide se poursuive. D'autres plaident pour plus de patience vis-à-vis des négociations de Doha. Il se pourrait à l'avenir que les discussions axées sur l'APD s'insèrent plutôt dans le contexte de la politique étrangère; dans quelle mesure est-ce une bonne chose? Comme nous n'en savons pas encore assez sur les moteurs de la croissance économique de nos propres économies, il est plutôt arrogant de prétendre savoir ce qui convient le mieux aux autres.

Un grand nombre de participants sont en faveur d'une plus grande convergence axée sur le lien entre les affaires internationales et les affaires nationales, et l'affectation synergique des ressources. D'autres signalent que la convergence minera l'innovation si elle est synonyme de centralisation. Un participant mentionne que les gouvernements ont naturellement beaucoup d'objectifs qui entrent en conflit ou qui convergent à différents moments. À l'avenir, il sera davantage question des compromis à faire lorsque des priorités conflictuelles posent des risques pour le programme de développement. Le CRDI pourrait être la voix indépendante dans ces discussions. Le Centre est encouragé tant à favoriser la convergence comme nécessité qu'à résister à la convergence.

Les points de vue diffèrent sur le programme de sécurité et sur les répercussions éventuelles de la politique étrangère des États-Unis et des relations canado-américaines. On fait valoir que les États-Unis représentent maintenant *le* pion principal sur l'échiquier international. La sécurité intérieure aura un effet profond et durable sur les relations canado-américaines. L'État non viable qui résulte de l'intervention américaine et le rôle révolutionnaire que les États-Unis jouent dans le système international pour la première fois en plus de 50 ans sont de récentes tendances de grande importance. D'autres soutiennent que, bien qu'il importe de ne pas sous-évaluer ce qui s'est passé, l'administration américaine change fréquemment. Il existe d'énormes possibilités d'influencer les États-Unis. Il faudrait également tenir compte des profonds changements qui s'opèrent en Europe relativement au programme de sécurité.

Le contexte de la recherche au Canada et la recherche en développement dans le Sud

1. Exposés des auteurs

Stuart McLeod et Jerry Spiegel répètent leur exposé de la veille, en ajoutant seulement quelques éléments. M. McLeod souligne la tension qui existe entre les promoteurs de la « mégascience » et ceux des sciences sociales et médicales qui s'intéressent davantage aux questions de

développement international. Les universités canadiennes se sentent laissées pour compte dans les dialogues stratégiques ACDI-MAECI-CRDI. M. Spiegel met en valeur le rôle du CRDI comme chef de file mondial dans la traduction interdisciplinaire et du savoir.

André Martens répète ses observations de la veille.

2. Commentaires des participants

Richard Ballhorn, du MAECI, est d'avis que le document de MM. McLeod et Spiegel contribue à décrire le nouveau contexte de la recherche au Canada et à expliquer les frustrations ressenties dans certaines universités canadiennes qui n'obtiennent pas de fonds de recherche du CRDI. C'est un moment propice pour inscrire le développement durable au programme de la politique étrangère, étant donné la transition politique prochaine à Ottawa. Tout programme canadien de sciences et de technologie au service du développement devrait être plus altruiste que ne l'est le programme de recherche de l'actuelle administration américaine.

Marie Legault, du BCP, souligne, dans ses commentaires sur le document de M. Martens, la différence qui existe entre la recherche effectuée dans le Nord sur le développement dans le Sud, et la recherche effectuée dans le Sud et par des chercheurs du Sud sur le développement dans le Sud. La recherche menée par le secteur privé, bien qu'elle apporte une contribution inestimable à bien des égards, comporte plusieurs lacunes sur le plan des préoccupations en matière de développement. Toutefois, la recherche menée par le secteur public n'est pas parfaite non plus. La révolution des TIC des dernières années amène les citoyens à exiger une transparence accrue de la part du gouvernement, tout en favorisant cette transparence. Comment pouvons-nous maximiser les avantages de la révolution des TIC pour les pays en développement, et notamment pour leur gouvernance? La capacité de recherche du Canada n'a pas été utilisée convenablement dans le processus d'élaboration des politiques au pays; cette malencontreuse situation doit changer.

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

De nombreux participants s'accordent pour dire que les fondations de bienfaisance privées du Canada ne fournissent pas leur part d'effort dans les questions de développement international. Les chercheurs canadiens peuvent obtenir et reçoivent effectivement des fonds de fondations américaines, dont beaucoup ont récemment recommencé à s'intéresser aux questions de développement.

L'un des rôles des organismes de financement de la recherche pourrait être d'aider à prévenir l'exode des cerveaux du Sud vers le Nord en fournissant aux chercheurs du Sud le soutien

nécessaire pour qu'ils restent dans leur pays. De plus, les bailleurs de fonds peuvent financer les chercheurs du Sud établis dans le Nord pour qu'ils mettent leurs talents au service du développement.

b) Commentaires divergents

Les opinions diffèrent sur la question de savoir si – et dans quelle mesure – le CRDI pourrait servir d'intermédiaire impartial rassemblant les chercheurs canadiens et les fondations canadiennes et américaines. On signale que le CRDI ne pourrait pas être totalement impartial puisqu'il reçoit lui-même un certain financement de fondations américaines. Un intervenant souligne la nécessité d'appuyer les établissements de recherche du Sud plutôt que des chercheurs particuliers.

Les réseaux de connaissances dans le contexte mondial

1. Exposés des auteurs

Janice Stein soulève des questions semblables à celles qu'elle a présentées dans son exposé de la veille, en insistant sur quelques aspects clés qui ont trait aux discussions de la matinée. De profondes luttes sont en train de naître entre les réseaux et les hiérarchies. Les modalités de coexistence qui s'établiront auront de grandes incidences sur le développement. Les gouvernements ont perdu le monopole des politiques, tandis que les universités ont perdu le monopole de la recherche. Les réseaux pensent à la connectivité plutôt qu'à la convergence. La complexité actuelle de la géopolitique mondiale nécessite un programme plus différencié que ce que proposent les buts du développement du millénaire (BDM). De plus, M^{me} Stein estime que la gestion axée sur les résultats n'est pas une méthode d'évaluation convenable puisqu'elle est trop rapide et qu'elle ne cadre pas avec les genres de contexte dans lesquels nous œuvrons.

2. Commentaires des participants

Brian Morrissey, du MAECI, encourage le CRDI à se rappeler les moyens et les fins du développement. Les résultats sont importants – comment contribuerons-nous à améliorer la vie des gens? Bien qu'il soit vrai que la connectivité des processus de développement est très complexe, la connectivité est une question de convergence. L'efficacité de l'aide repose sur la volonté des partenaires. Il doit absolument y avoir une interface entre les microconnaissances et les macroconnaissances pour que ces dernières puissent s'appliquer aux circonstances locales. Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) est un exemple de cette interface. Les BDM ne disparaîtront pas, et les gouvernements seront jugés là-dessus. Les objectifs du CRDI sont tout à fait compatibles avec les BDM (partenariats, genre, santé). Comment le travail du CRDI peut-il s'inscrire dans la structure des BDM et nous permettre d'en faire rapport?

Michael Horgan, de Finances Canada, signale que le milieu du développement accepte maintenant de façon générale de rattacher les S-T au contexte social global. Bien que le concept des réseaux ouverts soit intrigant, il reste des questions élémentaires (institutions clés, cadres juridiques, régimes des biens) à régler dans les pays en développement. Les preuves d'une lutte entre ouvriers et fermiers demeurent ambiguës; certains secteurs s'ouvrent alors que d'autres se ferment. Les connaissances ne servent pas toujours à améliorer les choses. Il y a des incidences intéressantes pour les gouvernements qui fonctionnent plutôt à la manière de réseaux, mais sous l'aspect d'une organisation hiérarchique et structurée. Le débat entourant l'élaboration de politiques factuelles soulève des questions sur ce qui compte en tant que connaissances et sur la façon de traiter avec les preuves contradictoires ou ambiguës.

3. Discussion générale

a) Commentaires convergents

La plupart des participants reconnaissent que la gestion axée sur les résultats est imparfaite. On dit cependant avoir tiré des enseignements de cette forme de gestion et que celle-ci a évolué au fil du temps.

Nous devons trouver le moyen de nous attaquer au problème du déficit démocratique et de la demande accrue de participation du public. Nous devons sensibiliser le public à la manière de tolérer le risque et lui faire comprendre beaucoup mieux la complexité du développement. Nous devons faire en sorte que la reddition de comptes au public n'empêche pas de prendre des risques et d'innover. Comme l'innovation sociale devient de plus en plus risquée, les institutions doivent accroître leur tolérance de la prise de risques et des « échecs intelligents ».

b) Commentaires divergents

Les opinions diffèrent sur l'utilité des BDM. Certains les trouvent utiles en ce sens qu'ils établissent des normes. D'autres peuvent voir les lacunes des BDM parce que la situation politique intérieure des pays en développement est indépendante de notre volonté. À mesure que les BDM seront formulés, certains pays seront considérés comme des échecs.

Les rapports entre les réseaux et les hiérarchies suscitent aussi un débat. Les genres de réseaux de connaissances et les exigences à leur égard sont-ils les mêmes dans les pays riches, les pays pauvres et les pays les plus pauvres? Quels réseaux faut-il pour appuyer différents secteurs? Certaines hiérarchies ont un meilleur rendement que celui des réseaux du point de vue de la reddition de comptes, ce qui est important pour une saine gouvernance. Le défi d'un système démocratique est d'accroître la reddition de comptes et de mieux diffuser les connaissances. On est en faveur de la liberté des réseaux, mais les hiérarchies apportent de la structure – ce qui manque aux pays en développement. Est-ce que nous sous-évaluons l'importance des réseaux qui attirent d'autres bons réseaux? Le véritable défi tient à la coexistence des réseaux et des hiérarchies.

Tour de table

Comme la veille, la réunion se termine par un tour de table, suivi de brefs commentaires du CRDI.

a) Commentaires convergents

Les participants s'entendent généralement pour dire que les organismes de développement du Nord comme le CRDI doivent mieux communiquer leur mission ou leur raison d'être non seulement au grand public, mais aussi à des groupes particuliers. Certains groupes particuliers doivent connaître les résultats de notre travail. Une image publique forte et positive est nécessaire en tout temps, mais particulièrement en période de transition politique comme c'est le cas actuellement. Les participants reconnaissent que le statut autonome spécial du CRDI est un grand atout pour l'organisation ainsi que pour le Canada.

Bien des participants se demandent si le Canada occupe un créneau particulier ou bénéficie d'un avantage comparatif en matière de développement ou, autrement dit, s'il nourrit un point de vue tout à fait canadien sur le développement. Beaucoup pensent que oui, et certains le rattachent à la gouvernance, à la reddition de comptes et à l'élimination des déficits démocratiques.

La plupart sont d'accord pour dire que, comparativement à il y a quelques années seulement, le Canada se trouve maintenant dans un contexte international fondamentalement différent et beaucoup plus instable, imprévisible et dangereux. Les anciens outils ne fonctionnent pas toujours bien dans ce nouveau contexte, et il pourrait être nécessaire de réévaluer certaines prémisses fondamentales. De nouvelles alliances se forment, et les anciens réseaux sont mis à rude épreuve. La tension qui existe entre les réseaux et les hiérarchies sera une caractéristique primordiale de ce brave nouveau monde. La croissance de la société civile, l'arrivée de fondations privées et d'« entrepreneurs sociaux » (p. ex., les fondations Gates, Soros et Turner), la perte ou l'érosion d'anciens monopoles et l'assertivité croissante des pays du Sud caractériseront toutes cette nouvelle situation. Les défis centraux de l'avenir consisteront à gérer la diversité, la complexité, l'incertitude et le changement.

b) Commentaires divergents

Le groupe débat la question de savoir s'il vaut mieux pour un organisme comme le CRDI d'ancrer sa planification stratégique dans le Consensus de Monterrey ou dans les buts du développement du millénaire.

La récente émergence de la société civile en général et des ONG en particulier comme puissants intervenants sociaux suscite généralement l'enthousiasme, bien qu'on signale que cette tendance n'est pas complètement exempte de problèmes. La prolifération des ONG pose des problèmes de coordination, tandis que la reddition de comptes de certaines ONG est discutable. Qui représentent-elles vraiment?

Un certain débat s'engage sur le travail du CRDI en Amérique latine et dans les Caraïbes. La présidente du CRDI affirme que le Centre continue d'apporter aux nouveaux régimes démocratiques de cette région un soutien à la recherche d'utilité stratégique.

Bien qu'il y ait un certain consensus sur le fait que le CRDI bénéficie d'un avantage comparatif – et joue en réalité un rôle de pionnier – dans l'établissement et le maintien de réseaux de recherche axée sur l'élaboration de politiques dans le Sud et pour le Sud, on s'entend moins sur les incidences de ce fait sur l'avenir du CRDI. Un débat s'ensuit sur la question de savoir si, où et comment il faut concentrer les efforts du CRDI. On ne s'accorde pas non plus sur la question de savoir si le CRDI devrait axer ses ressources sur les pays pauvres ayant une faible infrastructure de recherche, ou sur les pays mieux nantis qui ont une plus forte capacité de recherche et donc de meilleures chances de produire des recherches de qualité ou d'utiliser la recherche pour influencer sur l'élaboration des politiques.

Clôture

En guise de réponse, le vice-président aux programmes du CRDI, Rohinton Medhora, explique que le défi des communications consiste à vendre l'enjeu du développement au Canada, plutôt que de vendre un organisme particulier comme le CRDI. Il souligne que le CRDI a pour rôle de favoriser l'élaboration de politiques factuelles et d'accroître les possibilités de dialogue démocratique. Pour ce qui est de promouvoir un point de vue tout à fait canadien sur le développement, le CRDI n'impose pas un ensemble de partenaires canadiens aux chercheurs du Sud qu'il finance. Le CRDI cherche plutôt à savoir à quels partenaires canadiens, le cas échéant, les chercheurs du Sud souhaitent s'associer. Bien que le CRDI ait occasionnellement contribué à faire le pont entre la recherche et l'élaboration de politiques canadiennes, cela n'est pas son activité centrale. Pour le CRDI, la recherche s'inscrit plutôt dans un continuum allant « du berceau à la tombe », c.-à-d. que son approche consiste à cerner les problèmes, à concevoir la recherche, à assurer une formation, à réaliser la recherche même, à diffuser les résultats, puis à fermer la boucle en contribuant à l'évolution des politiques.

La présidente du CRDI, Maureen O'Neil, met en évidence les grandes incidences que le CRDI a eues lors de transitions politiques dans des pays partenaires (les pays du Cône Sud de l'Amérique latine, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Kenya). Elle mentionne également que, alors que le CRDI reçoit souvent des conseils sur les nouvelles priorités à ajouter à son programme déjà chargé, le Centre se fait habituellement dire de concentrer davantage ses efforts sur ce qu'il y a de plus prioritaire. Elle prend note du fait que les participants jugent absolument nécessaire que les organismes de développement canadiens communiquent mieux les enjeux du

développement au public canadien; elle mentionne les résultats de la récente étude des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques^{1[1]} sur les attitudes des Canadiens vis-à-vis du développement. Elle remercie les participants du temps et des efforts qu'ils ont consacrés à ce processus de consultation et elle met fin à la réunion.

^{1[1]} Rapport de recherche – Dialogue entre citoyens sur l'avenir du Canada : Un contrat social pour le 21^e siècle, par Mary Pat MacKinnon, Judith Maxwell, Steven Rosell, Nandini Saxena. Avril 2003.
<http://www.cprn.com/fr/doc.cfm?doc=359>

Liste des documents de base

Fen O. Hampson et John B. Hay. *Le contexte politique au Canada*

Stuart M. MacLeod et Jerry Spiegel. *La recherche au service du développement humain : l'évolution du secteur de la recherche au Canada*

André Martens. *La recherche pour le développement dans le Sud - Un aperçu.*

Janice Gross Stein. *Ouvrir des réseaux dans des systèmes fermés ou les réseaux du savoir et les politiques publiques*

Bernard Wood and Associates. *Le cadre de la coopération pour le développement international 2005-2010.*

Liste des participants

Le 4 septembre 2003

Thomas A. Brzustowski

Président

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Eric Champion

Conseiller principal en relations internationales

Conseil national de recherches du Canada

Fen Hampson

Directeur

École des affaires internationales Norman Paterson, Université Carleton

John Hardie

Directeur et chef de cabinet, Politiques et planification

Bureau de la présidente, CRDI

Steven Langdon

Directeur de programmes, Afrique

Centre parlementaire

Steven Lee

Directeur exécutif

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

Stuart MacLeod

B.C. Research Institute for Children's & Women's Health

Vancouver

André Martens

Centre de recherche et de développement en économique (CRDE), Université de Montréal

Karen McBride

Vice-présidente, Affaires internationales

Association des universités et collèges du Canada

Rohinton Medhora

Vice-président

Direction générale des programmes et des partenariats, CRDI

Vic Neufeld

Professeur émérite

Faculté des sciences de la santé, Université
McMaster

Maureen O'Neil

Présidente

CRDI

David Runnalls

Président-directeur général

Institut international du développement durable

Rodney Schmidt

Chercheur principal (finances et dette)

Institut Nord-Sud

Victoria J. Sharpe

Présidente-directrice générale

Technologies du développement durable Canada

Richard Simpson

Directeur général

Direction générale sur le commerce électronique

Industrie Canada

Jerry Spiegel

Directeur des enjeux mondiaux

Liu Institute for Global Issues

Vancouver

Janice Stein

Janice Stein Consulting Services Ltd.

Toronto

Christian Sylvain

Directeur, Politiques et planification

Conseil de recherches en sciences humaines du
Canada

Stephen J. Toope

Président

Fondation Trudeau

Bernard Wood

Bernard Wood & Associates Ltd.

Ottawa

Observateurs :

Lauchlan Munro

Analyste principal des politiques

Tim Dottridge

Directeur, Division des initiatives spéciales

Chantal Schryer

Gestionnaire, Affaires publiques

Kathleen Flynn-Dapaah

Agente de recherche

Christine Hains

Adjointe administrative

Le 5 septembre 2003

Kerry Max

Économiste principal

ACDI

Paul Chapin

Directeur général

Direction générale de la sécurité internationale

MAECI

Michael Horgan

Sous-ministre délégué principal

Finances Canada

Jonathan Fried

Sous-ministre adjoint

MAECI

Percy Abols

Agent de la politique économique

OCDE/CAD, G-8 (initiative africaine)

MAECI

Richard Ballhorn

Directeur général

Direction générale des affaires
environnementales et du développement
durable

MAECI

James Wright

Sous-ministre adjoint

Politique mondiale et sécurité

MAECI

Michael Welsh

Directeur général par intérim

Direction générale des Antilles et de l'Amérique
latine

David J.R. Angell

Directeur

Direction de l'Afrique orientale et australe

MAECI

Tom Wallace

Directeur général

Direction des analyses et élaboration des
politiques

ACDI

George Shaw

Directeur général

Direction générale des communications

ACDI

Hau Sing Tse

Vice-président

Direction générale de l'Asie

ACDI

Paul Hunt

Vice-président

Direction générale de l'Afrique et du Moyen-Orient

ACDI

Bill Doering

Directeur exécutif

Partenaires pour la coopération internationale

Centre canadien de gestion

Marie Legault

Conseillère en politique étrangère

Bureau du Conseil privé

Marc Lortie

Sous-ministre adjoint (Amériques)

MAECI

Brian Morrisey

Directeur général

Direction générale de la politique économique

MAECI

George Haynal

Vice-président

Conseil canadien des chefs d'entreprises

Maureen O'Neil

Présidente

CRDI

John Hardie

Directeur et chef de cabinet, Politiques et planification

CRDI

Rohinton Medhora

Vice-président, Programmes et partenariats,
CRDI

Bernard Wood

Bernard Wood & Associates Ltd.

Ottawa

André Martens

Centre de recherche et de développement en
économique (CRDE), Université de Montréal

Fen Hampson

Directeur

École des affaires internationales Norman
Paterson, Université Carleton

Jerry Spiegel

Directeur des enjeux mondiaux

Liu Institute for Global Issues

Janice Stein

Janice Stein Consulting Services Ltd.

Toronto

Stuart MacLeod

B.C. Research Institute for Children's & Women's
Health

Observateurs :**Tim Dottridge**

Directeur, Division des initiatives spéciales

Lauchlan Munro

Analyste principal des politiques

Chantal Schryer

Gestionnaire, Affaires publiques

Kathleen Flynn-Dapaah

Agente de recherche

Christine Hains

Adjointe administrative

